

Note d'information du collectif "Le Chaudron des Alternatives"

Projet d'implantation de la multinationale Amazon en Alsace

Le présent document vous livre des informations utiles pour une meilleure connaissance et compréhension du modèle économique et social de la multinationale AMAZON et ses effets induits sur l'emploi, le climat, l'environnement, le transport et la fiscalité.

Les données et notes de synthèse rapportées dans le présent document sont le fruit du travail de la *Confédération des Commerçants de France (CDF)*, du *Collectif National pour le Commerce de Proximité*, et l'ONG *Les Amis de la Terre*.

Chiffres clés :

Emplois

- 26 000 emplois seront détruits en 2020 dans le commerce non alimentaire en France
- 4 500 suppressions d'emplois sont annoncées en 2020 en France par la grande distribution
- 101 millions de personnes sont abonnés à Amazon Prime aux USA (328 millions d'hab.)
- 270 000 à 300 000 emplois détruits aux USA en 10 ans
- 13 000 emplois disparus au Royaume-Uni dans le commerce en 2018, et 1200 fermetures de magasins en 2018
- Seul 4,7% des entreprises vendant sur Amazon.fr sont des PME françaises

Fiscalité

- 98% des vendeurs tiers des Marketplace Amazon et CDiscount frauderaient la TVA d'après Bercy. Grâce à la fraude, Amazon gagne des parts de marché tout en touchant des commissions de 15% sur les ventes
- 100 millions d'euros de TVA et de charges salariales ont été collectés par Amazon France en 2018. Moins de 100 millions d'euros de TVA pour un chiffre d'affaire – vente directe et marketplace - estimé à 6,5 milliards d'euros : **un déficit supérieur à 1,3 milliards d'euros par an pour l'Etat français**
- Amazon négocie des baisses d'impôts et/ou la prise en charge des travaux de voirie par la collectivité où elle s'implante en échange de supposées créations d'emplois. 1,1 à 3 millions d'aides indirectes pour **l'entrepôt de Sevrey** ; 3 millions de travaux de voirie pour **l'entrepôt de Boves**.

L'agglomération de Coeur d'Essonne Agglomération a dépensé 13 millions d'€ pour les voies d'accès et l'aménagement (réseau d'eau etc.) et un montant qu'on ne connaît pas (estimé à 2 millions d'€) du Conseil Départemental de l'Essonne pour un rond point d'accès

- Les entrepôts de vente en ligne sont pour l'heure exemptés de Taxe sur les Surface commerciales ! Concernant Amazon , c'est un manque à gagner de 38 millions d'euros par an pour les finances publiques.
- Les entrepôts d'Amazon ne sont soumis à aucune formalité d'usage ou demandés autorisation commerciales sous prétexte qu'il s'agit d'entrepôts mais en réalité qui vendent sur internet.

Changement climatique

- Nous avons 10 ans pour réduire de 45% les émissions du textile et de l'électronique
- 39 vêtements par habitants et 13 équipements électriques et électroniques mis sur le marché en 2018. Pour respecter l'accord de Paris il faudrait réduire par 10 les ventes de neuf de textile et par 3 les ventes d'électroniques.
- Amazon commercialise 1,9 milliard de produits en France, les nouveaux projets d'entrepôts représenterait 1,3 milliard de produits supplémentaires
- Les abonnés Prime consomment deux fois plus qu'un consommateur normal
- Amazon US a augmenté de 29% le fret aérien entre 2018 et 2019. Tous les projets d'entrepôts d'Amazon en France se trouvent à proximité d'un aéroport¹.
- L'empreinte carbone de nos importations représente 57% des émissions totales de carbone de la France. Le textile et l'électronique représentent environ 10% des émissions totales de carbone de la France

Expansion d'Amazon

- 8 à 11 projets d'entrepôts et centres de tri supplémentaires d'Amazon et Alibaba d'ici 2021 en France. **En Alsace un projet à Dambach la ville. Un autre à Ensisheim vraisemblablement, et près de Belfort un 3^e projet est en phase de concrétisation**
- Amazon s'apprête à ouvrir au moins 4 projets d'entrepôts géants de plus de 140 000m², donc à commercialiser environ 960 millions de produits supplémentaires par an en France (dont Dambach et Ensisheim)
- Un entrepôt de 140 000 m² comme celui de Brétigny-sur-Orge c'est environ 240 millions de produits commercialisés par an.

1. Le e-commerce va détruire 2 fois plus d'emplois qu'il en crée en France

L'expansion du e-commerce en France n'est pas achevée, et n'a pas produit encore tous ses effets. Les gains rapides de parts de marché du e-commerce et la multiplication des projets d'entrepôts viennent impacter le secteur du commerce non alimentaire, déjà sous haute tension.

Les dépôts de bilan s'enchaînent depuis 2019. Conforama, Naf Naf, la Halle, André...Célio vient s'ajouter à liste lundi 22 juin. **26 000 emplois pourraient être supprimés dans le commerce non-alimentaire en France en 2020 !** Ces enseignes

¹ reuters, amazon's rising air shipments fly in the face of climate plan, 06 juin 2019

étaient déjà en crise avant le coronavirus, concurrencées depuis de nombreuses années par l'e-commerce. La fermeture liée au coronavirus a constitué le coup de grâce.

Pour se convaincre de l'impact dévastateur pour l'emploi du commerce en ligne, tournons nous vers le Royaume-Uni et les Etats-Unis, où Amazon règne en maître. Alors que 100 millions d'américains sont abonnés au prime, et que 90% des acheteurs britanniques achètent sur Amazon, **270 000 emplois ont été détruits en 10 ans par le e-commerce aux Etats-Unis et 13 000 emplois aux Royaume-Unis dans la seule année 2018.**

2. Le dilemme entre surproduction climaticide et destruction d'emplois

En prenant en compte les vendeurs tiers, l'e-commerce nécessite deux à trois fois moins d'employés pour produire le même chiffre d'affaire². Une tendance en aggravation puisque Amazon et Alibaba investissent massivement dans une robotisation croissante des entrepôts et des magasins³.

Dans ces conditions, il est mécanique que l'implantation du e-commerce détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée, sauf si le nombre de produits vendus est amené à augmenter dans l'économie. En d'autres termes, le commerce physique perdrait inexorablement des parts de marché face au "online", mais se rattraperait par une augmentation des volumes de ventes.

Miser sur cette solution, c'est oublier que le changement climatique nous impose de réduire de façon importante le volume de produits neufs commercialisés d'ici 10 ans. Alors que l'empreinte carbone de la France est déjà supérieure aux émissions domestiques, les niveaux de production sont déjà excessivement élevés. 39 vêtements et 13 équipements électriques et électroniques par habitant français en 2018. Le textile émet déjà 8% des émissions mondiales et avec l'électronique il représente environ 10% des émissions totales de l'hexagone.

Les vêtements et les produits électroniques ne sont quasiment pas recyclés aujourd'hui. La mise en place d'une vraie filière industrielle prendra dix ans, et le dumping du e-commerce ne fera que nuire à la relocalisation d'une partie de la production et à son amélioration environnementale.

Il faut donc réduire la production. Or **Amazon commercialise environ 1,9 milliard de produits en France, les nouveaux projets d'entrepôts généreraient la commercialisation d'1,3 milliard de produits supplémentaires**, tout en détruisant des emplois.

Pour se convaincre du dilemme entre surproduction et destruction d'emplois prenons les **101 millions d'abonnés Amazon Prime aux Etats-Unis. Ces derniers consomment en moyenne deux fois plus qu'un consommateur "normal"**⁴. Soit ils réalisent l'intégralité de leurs achats sur Amazon, détruisant un nombre conséquent d'emploi, soit le dumping sur les prix et la livraison ultra rapide encourage une surconsommation

² Mounir Mahjoubi, Amazon : vers l'infini et pôle emploi, 2019

³ LSA, Pourquoi Amazon parie sur la robotisation, 10 octobre 2019

⁴ Consumer Intelligence Research Partners, 17 janvier 2019, Amazon Exceeds 100 Million US Prime Member

importante. Les géants du e-commerce aggravent en partie la surproduction et détruisent en partie des emplois, il est à ce titre très important de s'opposer à l'expansion du modèle.

3. Le e-commerce n'est pas vertueux écologiquement

La surproduction de produits générée par le dumping sur le prix et la livraison ultra-rapide représente l'écrasante majorité des gaz à effet de serre du e-commerce. Le transport des produits reste anecdotique dans le textile ou l'électronique où la fabrication représente de 80 à 95% des émissions⁵.

Via la fraude à la TVA, la réduction des besoins de main d'oeuvre et l'optimisation fiscale les géants du e-commerce pratiquent le dumping sur les prix à des niveaux rarement atteints. Or, il y a une corrélation nette entre la baisse des prix et l'augmentation des niveaux de production. En 10 ans, tandis que le secteur textile a perdu 10 % de sa valeur monétaire⁶ la production de vêtements a doublé⁷.

Alors, qu'elle vend déjà 15 milliard de produits par an en 2018, Amazon continue à miser sur des taux de croissance à deux chiffres impliquant la vente de toujours d'avantage de produits à des prix toujours plus bas. Amazon commercialise déjà 1,9 milliards de produits en France et voudraient en vendre 1,3 milliard de plus par an avec ses nouveaux projets.

D'autre part, l'e-commerce ne rationalise pas du tout les émissions du transport. Alors que le transport aérien est 7 fois plus polluant que le transport routier, Alibaba compte livrer les produits en France grâce à un hub logistique de 200 000m2 dans l'aéroport de Liège⁸. Amazon a également augmenté de 29% le fret aérien aux Etats-Unis en 2019 pour développer le prime⁹.

Enfin, bien que le consommateur final n'ait pas à se déplacer, le développement actuel du e-commerce est loin d'optimiser les émissions, compte tenu des effets rebonds: atomisation de l'achat; 25 % des commandes doivent être livrées à nouveau ; taux de retour de 20 à 30 %; transport individualisé hors palette, ce qui conduit à un volume transporté moins optimisé...¹⁰

4. Les géants du e-commerce ennemis des PME Françaises

Ces dernières années, le pourcentage de vendeurs hors Union européenne sur les plateformes de e-commerce a explosé¹¹.

L'essence des places de marché est le dumping sur les prix. Elles se mènent donc une concurrence acharnée pour incarner le prix le plus bas du marché. A ce jeu, difficile de concurrencer Amazon ou Alibaba, qui s'approvisionne directement dans l'usine du monde,

⁵ ADEME, Modélisation et évaluation des impacts environnementaux de produits de consommation et biens d'équipement, septembre 2018

⁶ Kantar world Panel : Référence Expert Fashion 2018

⁷ Parlement européen, Environmental impact of the textile and clothing industry. What consumers need to know, janvier 2019

⁸ Rtbf, Liège Airport : mais où est donc Alibaba ?, 19 février 2020

⁹ Reuters, Amazon's rising air shipments fly in the face of climate plan, 6 novembre 2019

¹⁰ The Shift Project, DÉCARBONER LA MOBILITÉ DANS LES ZONES DE MOYENNE DENSITÉ: Moins de carbone, plus de lien, septembre 2017

¹¹ Eurostat

court-circuitant les intermédiaires européens et bénéficiant du soutien de l'Etat chinois. Amazon a donc amorcé un virage pour accueillir de plus en plus de vendeurs chinois sur sa place de marché. Services de traduction, manipulation de l'algorithme de présentation des produits en leur faveur¹², tout a été bon pour les attirer.

Cette stratégie de dumping a pour effet de pousser vers la sortie les vendeurs européens et français. Les 10 000 PME française vendent sur son site¹³ ne représentent que 4,7% des vendeurs sur Amazon.fr¹⁴!

La pression sur les marges des vendeurs

Lorsqu'une PME décide de vendre sur une marketplace, elle fait face à la concurrence de centaines de milliers d'autres vendeurs. En effet, les très grosses places de marché s'imposent progressivement en monopole. Amazon est largement majoritaire dans l'e-commerce français et gagne plus rapidement des parts de marché que n'importe quel autre acteur¹⁵. Pour vendre, les PME n'auront bientôt plus le choix que de passer par Amazon, Alibaba ou Rakuten et subirons de plein fouet la concurrence ultra agressive qu'elles ont organisé. Or, face à la concurrence aux prix les plus bas imposée par l'algorithme, les vendeurs doivent **pressuriser leur marges à l'excès s'ils veulent vendre. Cette situation peut conduire à des suppressions d'emplois ou des faillites de la faible portion de vendeurs tiers français présents sur ces sites assez rapidement.**

Les commissions prélevées par les places de marché sont de plus en plus élevées. Amazon a passé dix ans à réinvestir ses bénéfices dans l'extension de son réseau logistique, sans verser de dividendes à ses actionnaires. Elle va devoir faire la preuve de sa rentabilité devant Wall Street. Pour que son cours en bourse famélique ne s'effondre pas, **Amazon va donc pressuriser encore plus les marges des vendeurs tiers, afin de générer des dividendes pour ses actionnaires.** La commission fixe sur les ventes est déjà d'environ 15% du prix de vente. Elle vient de passer à 17% sur les vêtements aux Etats-Unis¹⁶.

A ceux qui douteraient encore de l'écrasement économique que les géants du web opèrent sur les petits acteurs, la taxe Gafa devrait servir d'avertissement. **Amazon a annoncé qu'elle la répercutera sur les vendeurs en augmentant la commission qu'elle récupère sur ces ventes¹⁷**, transvasant le poids fiscal sur les petits acteurs. **Amazon et Alibaba ont également refusé de signer la charte de bonne conduite envers les PME françaises** proposée par l'ancien secrétaire d'Etat Mounir Mahjoubi qui visait à empêcher les dé-références abusifs¹⁸.

La concurrence déloyale via la fraude massive à la TVA

Les places de marchés ont concurrencé depuis des années tous les commerces grâce à la fraude à la TVA. Cela paraît irréel, mais c'est pourtant vrai.

¹² Le Journal du Net, *Les vendeurs chinois déferlent... dans les cartons d'Amazon*, 8 mars 2016

¹³ Chiffre avancé par Amazon

¹⁴ <https://www.statista.com/statistics/1086664/amazon-3p-seller-by-country>

¹⁵ Kantar World Panel, 2018

¹⁶ RetailDive, *Amazon raises sellers fees in apparel and accessories*, 24 janvier 2018

¹⁷ Le Point, *Amazon répercuta la taxe Gafa sur ses vendeurs en France*, 1er août 2018

¹⁸ L'Opinion, *Mounir Mahjoubi charge Amazon après son refus de signer une charte de bonne conduite avec les PME françaises*, 25 mars 2019

D'après le Ministère de l'économie et des Finances, **98% des vendeurs tiers de la place de marché d'Amazon ne paient pas la TVA. Un manque à gagner colossal pour les finances publiques¹⁹. Il pourrait atteindre jusqu'à 1,5 milliard d'euros pour la place de marché d'Amazon en 2019, le montant du déficit de l'hôpital public.**

La directive européenne et la loi anti-fraude de 2018 ne régleront pas le problème. Les places de marché auraient dû être contraintes de prélever la TVA sur le prix de vente qui transite par elles, comme elles le font pour leur propre commission. Il n'en pas été ainsi. La directive TVA prévoit une solidarité de plein droit de la place de marché sur les transactions de moins de 150 euros depuis les pays tiers. Solidarité, mais pas paiement automatique. Ce sera donc toujours à l'administration fiscale d'effectuer des contrôles et de solliciter le paiement de la TVA par les places de marchés. Cela diminue considérablement la portée du dispositif vu la baisse des moyens dans ces administrations dans toutes l'Europe. Les sociétés écrans disparaissent rapidement et réapparaissent sous d'autres noms, elles peuvent s'immatriculer au régime européen de la TVA sans pour autant la payer. Or à partir du moment où les marketplace peuvent donner le numéro d'enregistrement des vendeurs, elles seront exonérées de toute responsabilité ! Le mécanisme complémentaire adopté par la France pour percevoir la TVA sur les transactions européennes ou de plus de 150 euros est insuffisant **en ce qu'il laisse à la market place le pouvoir de supprimer le vendeur au lieu de régler la TVA. Les vendeurs seront supprimés et réapparaîtront simplement sous un autre nom sans avoir réglé la TVA et les places de marchés ne seront pas tenues de le faire non plus.** Nike a abandonné sa coopération avec Amazon pour chasser la contrefaçon exactement pour cette raison²⁰.

Pour un e-commerce local

Il ne s'agit pas d'opposer e-commerce et commerce physique, mais de dire qu'aucun système alternatif à l'e-commerce ne pourra monter à l'échelle tant que ces plateformes géantes ne seront pas encadrées et freinées. De nombreuses PME ont commencé à mettre en place leur plateforme local de e-commerce. Elles sont locales, avec des surfaces de stockage limitées, créeront des emplois locaux, pourront réparer les produits, paieront leur TVA et pourront, en lien avec les autres PME du territoire, veillées à se structurer pour faire face à la concurrence sans perdre d'emploi.

5. Le dumping européen: info ou intox?

Le seul véritable argument en faveur de l'implantation des entrepôts en France, c'est le risque que Amazon et Alibaba installent à l'étranger et continuent de livrer en France. Le COVID-19 a montré que les géants du e-commerce en étaient capables. Mais il a surtout montré que la fermeture des 6 sites principaux d'Amazon en France, a permis de limiter les gains de part de marché d'Amazon en comparaison aux autres pays européens²¹!

¹⁹ LSA, *Bercy dénonce une fraude à la TVA sur Cdiscount et Amazon*, 9 décembre 2019

²⁰ Bloomberg, *Nike pulling its products from Amazon in e-commerce pivot*, novembre 2019

21

LSA, *L'e-commerce non-al se maintient mais le transport se grippe*, 10 avril 2020. les ventes d'Amazon progressent de 5% en France mais c'est peu en comparaison des autres pays européens où elles ont explosé de 37% Espagne, 48% Allemagne, 64% RU.

Amazon cherche à développer la livraison en 24H dans l'hexagone pour achever sa conquête du marché. Pour ce faire, il a besoin de gros entrepôts à proximité géographique des bassins de vie. Or, il n'y a pas de pays à l'ouest de la France, Amazon ne peut donc implanter des entrepôts dans des pays limitrophes pour livrer en 24H tout une partie de l'ouest français. Le Brexit pourrait également ralentir les livraisons par avion depuis le Royaume Uni.

Le fret aérien de marchandise non périssable devrait être encadré. Alors que l'on tente de maîtriser l'impact de l'aviation civile, il serait absurde de laisser l'e-commerce développer le fret aérien pour la livraison 24H. En interdisant ou en taxant fortement ce type de transport, la stratégie de dumping européen d'Amazon serait du même coup fortement affaiblie.

Le risque de dumping transfrontalier est plus présent à l'Est de la France, en Alsace en particulier avec 2 projets. Mais, en réalité, Amazon tente de se servir de la France pour faire du dumping chez nos voisins! La Suisse qui développe le ferroutage des marchandises, et le Bade-Wurtemberg, Land limitrophe de l'Alsace, très peuplé et dirigé par des écologistes, posent des contraintes à l'implantation incompatibles avec la recherche de rentabilité extrême d'Amazon.

Si Amazon veut implanter 3 méga-entrepôt à Dambach-la-Ville (150 000m²), Metz(185 000m²) et Ensisheim (190 000 m²) dans l'Est de la France, c'est donc pour doubler son activité en France mais également pour livrer les pays voisins !

Si nous autorisons les projets, nous serons donc les fossoyeurs d'une stratégie de réduction de l'impact écologique des grandes plateformes menée par nos voisins !

Attendre de l'Union européenne un moratoire général sur les nouveaux entrepôts du e-commerce ou même un semblant de rééquilibrage par la taxe carbone aux frontières est une pure illusion. L'Union européenne favorise le e-commerce depuis des années, même si par moment elle sévit sur des sujets où la rupture totale de la libre concurrence est manifeste. Le mécanisme de prélèvement de la TVA européen est insuffisant et la Commission européenne vient de rappeler à l'ordre l'Allemagne qui souhaitait durcir le régime²².

L'exemple de la Taxe Gafa doit nous encourager. La France a avancé seule, ne trouvant pas d'accord au niveau européen. Aujourd'hui, l'initiative française déclenche des émules en Europe : l'Italie, l'Espagne, l'Autriche et le Royaume-Uni veulent imposer leur taxe. Cela tend à confirmer qu'il est impératif qu'il y ait des Etats pionniers pour relancer une dynamique politique bloquée au niveau de l'Union européenne.

²² Deloitte Tax@Hand, European Commission requests Germany to amend VAT obligation for digital marketplaces, octobre 2019

Notre collectif

Le Chaudron des alternatives

avec

Alsace Nature/ Les Amis de la Terre France / Alternatiba France / Alternatiba Strasbourg / ANV Cop21 Strasbourg / ANV Cop21 France / Association Femmes Actives de Sélestat / Association Nature et Vie / Association Tiefenbach Environnement / ATTAC France / Collectif Citoyen Pour le Climat Strasbourg / Collectif Grand Contournement Ouest Non merci / Collectif national pour le commerce de proximité / Confédération des commerçants de France (CDF) / La confédération Paysanne Grand Est / Damb'Nature Duppigheim Qualité de Vie / Echo'val / Extinction Rebellion Strasbourg / Les fédinois contre le GCO / FNAUT-Grand Est / France Nature Environnement / Gilets Jaunes Chatenois/ Gilets Jaunes Sélestat / Gilets Jaunes Strasbourg / Greenpeace Strasbourg / Groupe Local Piémont d'Alsace Nature / Linux Informatique Sélestat / Monnaie Locale 68 La Cigogne / Monnaie Locale 67 Le Stuck / NARTECS / Nous voulons des coquelicots Sélestat / Oxfam Strasbourg / OPABA / Réserve du Bischnoï / Résistance à l'Aggression Publicitaire Strasbourg (RAP) / Schillick Ecologie / Stop Fessenheim / Strasbourg Respire / Touch'Art / TRAJET / Youth for Climate Strasbourg / Zéro waste France / Zéro déchet centre alsace / Zéro déchet Strasbourg / Comité pour la sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin / Une nouvelle dynamique pour Benfeld / Mouvement pour une Action Non violente (MAN)/ Ecocitoyens d'Ebersheim / Association de Défense des Riverains de l'Aéroport de Bâle Mulhouse (ADRA) / Les Amis de la Confédération Paysanne Grand Est

Commerçants et artisans locaux : Jardins de Gaia - Domaine Moritz - Les Jardins en Chantant - Emmaüs Mundolsheim - Le panier du maraicher – La Java de Lili- Hana sous les étoiles / Coop Les Oies Sauvages Colmar - Optic premier regard Strasbourg - Boulangerie Pain de la Vigne Sélestat - Boutique Little Nuage - Institut bio'naturelle Sélestat

Contact :

Le Chaudron des Alternatives (contact@chaudrondesalternatives.fr)

La confédération des Commerçants de France (CDF)

Francis Palombi (Président) : f.palombi@cf-cdf.org

Les Amis de la Terre

Alma Dufour : alma.dufour@amisdelaterre.org